



MISSIONS CONJOINTES SECURITE ALIMENTAIRE ET MARCHES

EVALUATION GLOBALE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE, DES MARCHES ET DES FLUX TRANSFRONTALIERS

BASSINS CENTRE ET OUEST DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
Ghana, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Sénégal.



VERSION FINALE
MARS 2011

Participants:

M. **Salif Sow**, FEWS NET/Afrique de l'Ouest, Ouagadougou, Burkina Faso
M. **Mahamane Nasser Rabiou Allmadjir**, FEWS NET/Niger
M. **Abdoul Karim Keita**, CILSS/Burkina Faso
M. **Thomas Yeboah**, PAM/Ghana

Avec les contributions:

M. **Mamoudou Sy**, FEWS NET/Burkina Faso
M. **Hamady Sy**, FEWS NET/Mauritanie
M. **Djibril Sow**, FEWS NET/Mali
M. **Pierre Traoré**, OMA/CSA Mali
M. **Mouhamadou N'Diagne**, SIM/CSA Sénégal
M. **Jenny Coneff**, FEWS NET USA
M. **Maiga Aliou**, CILSS/INSAH Mali

Préambule

Ce présent rapport traite des résultats de l'évaluation de la situation alimentaire courante, des marchés et des flux transfrontaliers et de leurs impacts sur la sécurité alimentaire des ménages. Pour plus de détails au niveau national, prière de se référer aux rapports pays et sous équipes pays. Cette synthèse à vocation régionale prend beaucoup plus en compte les aspects de la sécurité alimentaire et du commerce transfrontaliers dans leur dimension régionale.

Résumé exécutif

Dans les bassins centre et ouest, les productions céréalières, maraîchères, légumineuses et tubercules ont été globalement bonnes au titre de la campagne agricole 2010/11 pour la deuxième fois consécutive à la faveur des bonnes conditions climatiques.

Actuellement, dans les bassins centre et ouest, la disponibilité alimentaire avec une production céréalière sous régionale nettement supérieure à la moyenne des cinq dernières années, l'approvisionnement et le fonctionnement correct des marchés de céréales et de bétail assurent une situation alimentaire satisfaisante pour la majorité des ménages. Les prix actuels des céréales locales sont inférieurs par rapport à 2010, mais restent supérieurs à leur moyenne. Pour le riz importé, le prix est supérieur à 2010 et à la moyenne.

La situation alimentaire dans ces deux bassins reste marquée par des niveaux de prix élevés qui contrastent avec les niveaux record de productions céréalières en 2010/11. En plus des facteurs conjoncturels et structurels locaux, la hausse depuis fin 2010 des prix des produits alimentaires importés sur le marché mondial, permettent d'expliquer les niveaux suffisamment élevés des prix des céréales surtout dans le bassin ouest structurellement déficitaire. S'il reste encore difficile d'expliquer avec certitude la part de chaque élément dans la dynamique actuelle des prix, il est de plus en plus évident que la hausse des prix des denrées alimentaires importées, principalement le riz et le blé enclenchée depuis 2006-2007 s'est définitivement transmise sur ceux des prix des céréales locales. Il s'est passé un rajustement certain par rapport aux prix très élevés de tous les produits constatés depuis la « crise des prix ou de la vie chère » de 2007/08. Ces niveaux élevés de prix même dans un contexte de grande disponibilité affecte significativement et à des degrés divers tous les consommateurs (ruraux et urbains) avec à l'évidence une baisse de leur pouvoir d'achat. Les ménages ruraux et urbains pauvres sans revenus stables et dépendant strictement des marchés sont les plus vulnérables aux difficultés d'accès alimentaires. Toutefois il est aussi évident, que les producteurs s'en sortent mieux avec l'alignement à la hausse des prix aux producteurs témoin leur niveau actuel d'organisation quant ils arrivent sur les marchés.

Résultant d'une offre céréalière et de bétail plus importante, les marchés des denrées alimentaires sont couramment bien approvisionnés à travers des flux plus que normaux dans les deux bassins, exception faite en Côte d'Ivoire et des zones frontalières avec ses voisins, victime depuis fin 2010 des ruptures d'approvisionnement suite à la présente grave crise politique post électorale. Les échanges très denses et importants entre le sud et le nord du pays et entre le pays et ses voisins se sont définitivement estompés à partir de février 2011 avec la reprise des hostilités. Cela perturbe dangereusement le commerce sous régional.

En perspective, hormis les perturbations au commerce sous régional qui sera gravement affecté par la crise ivoirienne et les niveaux élevés des prix des denrées importées qui pourront limiter l'accès aux aliments pour la majorité des pauvres pendant la période de soudure 2011, la situation alimentaire restera globalement satisfaisante dans l'ensemble des zones d'économie alimentaire des deux bassins. Pour une meilleure fluidification des échanges, il est impératif d'éviter des mesures restrictives et d'amoindrir les pratiques anormales sur les corridors routiers. Les dispositifs de suivi doivent être renforcés pour un meilleur suivi de la situation alimentaire et du cheptel pendant la période de soudure pour détecter à temps toute anomalie dans l'installation et le déroulement de l'hivernage, le fonctionnement des marchés locaux et régionaux et les impacts de la crise post électorale ivoirienne.

I. Introduction

Dans le cadre de l'évaluation de la situation alimentaire, des marchés et des flux transfrontaliers et leur impact sur la sécurité alimentaire globale, les Bureaux Régionaux du CILSS et du FEWS NET ont conjointement conduit les missions d'évaluation dans les Bassins Centre et Ouest (Nord Ghana, Sud Burkina Faso, Ouest, centre et Sud du Mali, en Mauritanie et au Sénégal) du 02 au 25 février puis du 07 au 12 mars 2011 selon l'itinéraire suivant : Bobo Dioulasso au sud du Burkina Faso, Ségou au centre du Mali, Kayes à l'ouest du Mali, Boghé- Kaédi-Sélibabi-Melga à l'ouest et au Sud de la Mauritanie, Thiès-Louga-Kaolack-Tambacounda au centre et l'est du

Sénégal, Sikasso au sud Mali, Wa, Koumassi, Tamalé, Bolgatanga au nord du Ghana). Le CILSS à travers un appui catalytique a permis la prise en charge de la participation des Représentants des Systèmes d'Information sur les marchés du Mali et du Sénégal et le projet FEWS NET assuré toute la logistique pendant les missions et la réunion de synthèse régionale qui a lieu à Kayes du 09 au 12 février 2011.

Comme approche méthodologique, il s'agissait pour l'équipe régionale (CILSS/FEWS NET) d'évaluer la situation **alimentaire, des marchés et des flux transfrontaliers et de leurs impacts sur la sécurité alimentaire des ménages dans leur dimension régionale** concomitamment aux missions organisées par la même occasion par les dispositifs nationaux des pays visités (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Sénégal, Ghana). Pour se faire, il s'agissait d'organiser des ateliers de restitutions des résultats des missions effectuées par l'équipe régionale et les dispositifs nationaux (Gouvernements pays/FEWS NET/PAM, FAO, SAP, SIM). Avec l'équipe régionale, ces ateliers de restitution avaient pour buts de partager les conclusions préliminaires de ces missions, de croiser et d'harmoniser les informations collectées de part et d'autres et d'assurer leur mise en forme et cohérence au niveau de chaque bassin. Cette confrontation permettait d'harmoniser particulièrement les données sur les flux frontaliers et le commerce et facilitait leur cartographie. Ces ateliers ont eu lieu à Kayes (Ouest du Mali) du 10 au 11 février avec la participation des équipes du Mali, du Sénégal et de la Mauritanie, leurs collaborateurs locaux (structures administratives et techniques, groupements des producteurs, associations des commerçants et des consommateurs, société civile) et de la gestionnaire de l'information du FEWS NET basée à Washington. Au Ghana, il s'agissait pour l'équipe régionale (CILSS/FEWS NET) et le PAM/Ghana, d'évaluer globalement la situation alimentaire et des marchés en collaboration avec les Bureaux du Ministère de l'Agriculture du Ghana dans chaque région du Nord à travers son Système d'Alerte Précoce sur le Nord Ghana (MOFA/EW and MIS).

II. DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES

A. Productions agricoles et pastorales

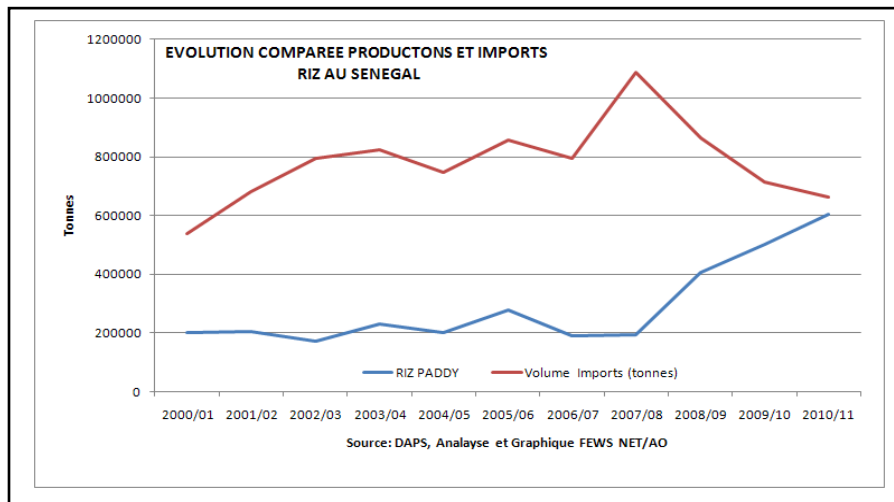
La production céréalière prévisionnelle pour la campagne 2010/2011 au Sahel et en Afrique de l'Ouest est estimée à 51 millions de tonnes (moins le Sénégal et le Mali¹) contre 45 millions de tonnes en 2009/2010. Malgré les inondations ayant entraîné des pertes de récoltes, les productions céréalières au titre de la campagne agricole 2010/2011, sont donc globalement supérieures à celles de l'année dernière, soit une hausse de 12 % et à la moyenne des cinq dernières années. Sur l'ensemble des régions et pays visités, les productions agricoles sont bonnes et supérieures à celles de 2009. Ces résultats fort appréciables ont été rendus possible grâce aux effets conjugués de la bonne pluviométrie et des mesures incitatives des Gouvernements pour soutenir et renforcer les capacités des producteurs en mettant à leur disposition et à des prix subventionnés des intrants (semences et engrais) ; tout cela facilité par un contexte de prix élevés depuis 2007/08.

Aussi, les plans de relance des productions (riz, maïs et coton) des Etats se sont traduits par la poursuite de l'initiative riz au Mali et de la GOANA au Sénégal, l'amélioration des productivités rizicoles et de sa transformation dans tous les pays; qui ont contribué à l'augmentation de la production agricole au Burkina, Ghana et surtout au Mali et au Sénégal. Dans ces pays, l'augmentation substantielle de la part du riz local sur les marchés locaux se fait parallèlement avec une diminution des importations de riz du marché international. Au Sénégal, entre 2007 et 2010, les importations de riz ont diminué de 64% lorsqu'au même moment les productions du riz paddy augmentaient de plus de 200% (Graphiques 1). Les mêmes tendances d'accroissement des productions sont observées au Mali.

¹ Pour ces deux pays, les données n'étaient pas encore disponibles lors du passage de l'équipe d'évaluation conjointe.

Graphique 1

Dans les régions de grande production de céréales du Burkina Faso (Boucle du Mouhoun, Hauts Bassins, Cascades) et les régions au sud du Mali (Sikasso, sud des régions de Kayes et Koulikoro), la culture du coton joue un rôle important dans la péréquation des stocks céréaliers des ménages. En effet, les producteurs se servent souvent des intrants (engrais et herbicides) octroyés pour la culture du coton pour augmenter la production



céréalière notamment, celle du maïs. Aussi, les revenus tirés de la vente du coton permettent aux ménages de faire face aux autres dépenses tout en préservant leurs stocks de céréales jusqu'au moment propice.

Au cours des dernières campagnes, l'engouement autour de la production du coton a baissé au profit de la production céréalière au regard du coût élevé des intrants et de la baisse des prix (marché mondial) d'achat du coton graine. Cette situation a amené la SOFITEX, à réviser ses conditions d'octroi des intrants. Initialement l'exploitation d'un hectare de coton donnait la possibilité au producteur d'obtenir également des intrants pour l'exploitation d'un hectare de céréales. Pour la campagne cotonnière écoulée, seule l'exploitation d'au moins quatre (4) hectares de coton donnait la possibilité au producteur d'obtenir des intrants pour un hectare de céréales. L'effet conjugué des nouvelles mesures et de la hausse du prix des intrants sur les marchés a limité l'accès des ménages, notamment les petits producteurs aux intrants au Burkina Faso. Au Mali par contre, au même moment, dans le cadre des mesures incitatives à accroître les productions globales depuis 2009, les intrants ont été subventionnés à moitié prix, 10,000 CFA pour un sac de 20,000 CFA). Aussi, leur accès n'était plus limité aux seuls cotonculteurs. Ceci a permis de pallier au déficit d'intrants jusque là, réservés au seul coton dont les productions ont connu une chute drastique ces dernières années jus qu'en 2009. Cette subvention des intrants élargie aux autres productions (principalement au maïs), explique en grande partie la croissance des productions céréalières et cotonnière en 2009/10 et en 2010/11, augmentant ainsi en 2011 les disponibilités céréalières dans les bassins de productions.

Du coup, face à cette nouvelle donne, les paysans des zones traditionnelles de coton du Burkina Faso et du Mali et ceux du nord Ghana se sont orientés vers l'activité maraîchère (avec des produits comme la tomate, l'échalote, la pomme de terre, le gombo, le piment...) qui leur permet de tirer des revenus substantiels nécessaires d'une part pour financer l'achat des intrants utilisés dans la production (céréalière et maraîchère et d'autre part pour satisfaire les besoins financiers des ménages de manière à ne pas trop entamer (autoconsommation ou vente sur le marché) la production céréalière obtenue.

Au Burkina Faso, la production céréalière définitive de la campagne 2010/11 est évaluée à 4 560 574 tonnes. Cette production est en hausse de 26 % par rapport à la campagne agricole 2009/2010 et de 27 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Quant aux cultures de rente, la production définitive est évaluée à 982 830 tonnes ; elle est également en hausse de 11 % par rapport à la campagne passée et de 1 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Pour les autres cultures vivrières, la variation est respectivement de

33 % et de 51 % par rapport à la campagne agricole 2009/2010 et à la moyenne des cinq dernières années, pour une production de 875 747 tonnes.

Malgré le niveau de production atteint, il faut noter qu'en termes de couverture des besoins de consommation céréalière, l'analyse montre que 48.2 % des ménages sont considérés comme non autonomes (production insuffisante pour couvrir les besoins annuels en céréales) et 21.4 % sont en situation de précarité. Le bilan alimentaire définitif 2010/2011 au Burkina Faso indique que les besoins en produits végétaux sont couverts à 140 % et ceux en produits animaux à 107 %. L'analyse révèle par ailleurs que les besoins en fruits, en légumineuses et en sucre, en céréales, en tubercules et oléagineux sont couverts. Par ailleurs, le burkinabè consomme annuellement, en moyenne, 32 kg de légumineuses et 15 kg de céréales de plus que la consommation normale. Toutefois, il consomme en moins, 4 kg de viande et 0,5 kg d'œuf par rapport à la norme. Le bilan alimentaire définitif dégage un disponible énergétique de 3 203 kcal par personne et par jour avec cependant une incidence de sous alimentation de 28,31%. Les disponibilités par personne et par jour en protéines, en lipides et en glucides représentent respectivement 116, 49 et 586 gr. Ainsi, la teneur respective en protéines, lipides et glucides de l'alimentation burkinabè est respectivement de 15 %, 6 % et 78 %. Étant donné qu'une alimentation équilibrée doit être composée par 10 à 15% de protéines, 55 à 75 % de glucides et 15 à 30 % de lipides, on peut considérer que l'alimentation du burkinabè est relativement riche en protéines, en glucides et très pauvre en lipides.

Au Ghana, les niveaux de productions agricoles de la campagne 2010/11 sont de nouveau satisfaisants. Les productions céréalières totales définitives du pays en 2010/11, soit 2.7 millions de tonnes, sont supérieures (+10%) à celle de 2009/10 et à la moyenne quinquennale (+38%). Les productions de maïs--principale culture de la région de l'Ashanti, qui représentent plus de la moitié des productions céréalières du pays sont aussi supérieures de 16% à celles de 2009/10 et de 40% aux moyennes quinquennales. Les productions de niébé sont aussi supérieures de 32 et 55% comparée à 2009 et la moyenne. En ce qui concerne les trois régions du Nord, (Upper East, North and Upper West), les bilans céréaliers (besoins de consommation-productions nettes), montrent des excédents stockables et commercialisables d'environ 56 000 tonnes (Northern Region), 76 000 tonnes (Upper East Region) et 95 000 tonnes (Upper West). Il faut noter qu'à travers tout le nord Ghana, une croissance exponentielle des productions de tomate est enregistrée pour répondre à une demande industrielle de plus en plus forte. Les tomates produites en toutes saisons et bénéficiant d'une commercialisation très active constituent pour le paysan une source de revenus fiable et rapide. Ceci explique tout l'engouement que bénéficient les productions des tomates et le développement récent de cette filière au Ghana avec une extension et généralisation aux pays voisins comme le Burkina Faso. La tomate est aujourd'hui le produit le plus importé au Ghana du Burkina Faso.

Au Mali, les tendances croissantes des productions agricoles sont maintenues de nouveau en 2010/1, malgré des cas d'inondation enregistrés dans certaines localités avec des pertes en vie humaine, d'animaux et de superficies. Malgré l'absence de données officielles de productions (au passage de la mission le Mali n'avait pas encore publié ni les prévisions de récoltes ni les chiffres définitifs) on retiendra des interviews auprès des acteurs que la production de la campagne agricole 2010/11 est nettement supérieure à celle de la campagne agricole 2009/10 avec toutefois exception faite des zones ayant connu des pertes de productions dues aux inondations, surtout en zone rizicole de l'Office du Niger. Sur le plan pastoral, le cheptel surtout dans les zones nomades a connu une mortalité plus élevée que d'habitude, pendant la crise fourragère de 2010. En perspectives, les récoltes attendues devraient donc dépasser les 4.6 millions de tonnes de céréales réalisées en 2009/10 (Source : CILSS/FEWS NET/FAO/CPS Mali, décembre 2009). En utilisant la même approche méthodologique et les données de l'enquête agricole, les chiffres définitifs à paraître ne devraient pas trop s'écarter des tendances qui précèdent. S'agissant de l'élevage, les conditions pastorales sont meilleures qu'en

2009/10 et l'état d'embonpoint des animaux est satisfaisant dans l'ensemble. Ces conditions sont favorables à une recapitalisation du cheptel.

Au Sénégal, en 2010/11 les productions céréalières définitives ont enregistré une baisse de 5,41% par rapport à la campagne précédente, soit 1 768 000 T contre 1 869 000 T. La production du maïs a connu une baisse importante de 43,25% rapport à celle de la campagne passée. La production des mil sounas est stationnaire avec un écart de 0,39% tandis que celle du riz a enregistré une hausse importante de 20,3% grâce aux efforts consentis par l'Etat principalement avec son programme PNAR. La production arachidière connaît une hausse substantielle Ceci s'explique par la disponibilité en quantité suffisante de semences qui ont suscité un engouement certain et ont permis d'emblaver beaucoup plus de surfaces. En effet, sur un objectif de 50 000 tonnes, l'Etat à distribué 67 000 tonnes de semences d'arachide aux quelles s'ajoutent les réserves paysannes de semences issues de la bonne production de 2009/2010. La production arachidière a atteint en 2010/11 les 635 000 tonnes soit 25% en hausse par rapport à la précédente campagne et 97% par rapport à la moyenne des 5 dernières années quant les productions périlaitaient à cause des mauvaises semences, la mauvaise campagne de commercialisation et des périodes successives de sécheresse (graphique xx). L'arachide est la principale source de revenus de la majorité des paysans de l'ouest, du centre et de l'est du Sénégal. Cette augmentation de la production, malgré les problèmes liés à la commercialisation de l'arachide permet de compenser en partie la baisse de près de 43% en 2010/11 de la production du niébé.

En Mauritanie, les productions de riz, dans la vallée du fleuve Sénégal, de sorgho, de mil et de niébé dans les zones agropastorales et de cultures pluviales ont été globalement meilleures que celles de 2010 et de la moyenne des cinq dernières années. Il semble que la politique de relance agricole développée par le gouvernement (mise en place précoce du crédit agricole, des intrants, des semences et l'appui au retour de la force active rurale) ait abouti à une forte croissance des superficies exploitées et des productions. Malgré une forte pression aviaire (surtout dans la zone de cultures pluviales) les productions en irrigué hivernale et en pluvial ont été globalement bonnes. Dans de nombreux villages la construction de nouveaux greniers peut être considérée comme une hausse significative de la production agricole. Les disponibilités, sans être excessives, restent satisfaisantes dans les marchés des villes rurales (Kiffa, Kaédi, M'Bout, Sélibaby et Kankossa).

B. Stocks des produits agricoles dans les grands bassins de production des pays

Au Mali, les stocks de céréales sont de plus en plus consistants au niveau des paysans suite à deux voire trois années de bonnes productions. Au niveau de chacune des 703 communes du Mali, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) a mis en place une banque de céréales d'une capacité de 20 tonnes au minimum. Les stocks utilisés pendant la soudure de 2010, sont actuellement et partout en cours de reconstitution. Depuis leur mise en place en 2006, ces banques de céréales jouent un rôle très important dans l'accessibilité des populations aux céréales en période de soudure. En marge des banques de céréales, les stocks publics sont détenus au niveau de l'Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM). Les besoins de reconstitution du stock national de sécurité (SNS) en 2011 sont estimés à 15 500 tonnes. Le stock d'intervention de l'Etat (SIE) est estimé à 19 838 tonnes (dont 3 250 tonnes de mil/sorgho et 16 588 tonnes de riz). Les perspectives restent de maintenir le SNS à 35 000 T, le SIE à 22 000 T et renforcer les stocks (banques de céréales) de proximité à 43 000 T.

Au Burkina Faso, il est constaté l'existence de stocks vivriers paysans d'un niveau jugé bon à moyen dans la plupart des régions comparativement à celui de l'année passée à la même période. Ces stocks familiaux sont à un bon niveau du fait des bonnes récoltes enregistrées dans les grandes zones de production du pays au cours de cette campagne agricole et de la stratégie développée par les producteurs pour une bonne gestion (ventes

de produits de rentes, rétention pour attendre les périodes propices) de leurs stocks. Aussi, des stocks commerçants satisfaisants et toujours approvisionnés par les producteurs existent. **Le bilan céréalier définitif de la campagne agricole 2010/2011 dégage un solde excédentaire net de 1 073 623 tonnes soit un disponible apparent par habitant confortable de 266 kg. Il faut rappeler qu'en 2010, le bilan céréalier net dégageait un excédent de 336 076 tonnes et un disponible apparent par habitant de 222 kg.**

Le niveau actuel du Stock National de Sécurité du Burkina Faso est d'environ 23 600 tonnes, tandis que près de 7 000 tonnes sont en cours d'acquisition (appel d'offres lancé). Quant au Stock d'Intervention, son niveau actuel est de 4 129 tonnes, 6 404 tonnes étant en cours d'acquisition.

En effet, la performance en termes de prix des produits de rente et des produits forestiers non-ligneux (noix de karité), ont permis aux ménages de ne pas brader leurs céréales au moment des récoltes (novembre, décembre). De même, au cours de la présente campagne certains producteurs de coton sont rentrés très tôt en possession de leur argent, toute chose qui permet de garder aussi longtemps les récoltes de céréales et profiter des prix plus rémunérateurs pendant la soudure. Dans les zones structurellement déficitaires, les niveaux de production et les termes de l'échange satisfaisants permettent aux ménages de garder leurs stocks vivriers aussi longtemps possibles.

Au Sénégal, les trois bonnes campagnes agricoles successives (2008/09, 2009/2010, 2010/2011) ont permis aux paysans de conserver durablement leurs productions cérésières. Mieux, compte tenu des bonnes productions de l'arachide pendant les mêmes périodes, les ménages ruraux commercialisent préalablement cette légumineuse pour faire face aux dépenses alimentaires (riz importé) et non alimentaires (fêtes religieuses, cérémonies sociales etc.). En plus, depuis la crise de 2008, les producteurs gèrent parcimonieusement leurs récoltes cérésières. Ainsi, les céréales sont destinées prioritairement à la consommation et leurs déstockages significatifs ne se font que d'une façon exceptionnelle pour faire face à des dépenses obligatoires ou en période pré-récolte (fin de la soudure) quand les perspectives de bonnes récoltes sont assurées. Présentement, les stocks paysans sont presque intacts (renfloués), car la plupart des producteurs privilégient la vente de leurs productions d'arachide, soit dans les points de collecte officiels ouverts à cet effet ou dans les marchés ruraux les plus proches. Il convient également de signaler que le battage du mil souna et le décorticage du maïs à grande échelle viennent de démarrer seulement à partir de février.

Dans les régions nord (vallée du fleuve Sénégal), une partie de la production du riz paddy est stockée pour la consommation et seulement les excédents sont remis aux rizeries pour la transformation et la commercialisation. Par contre dans les régions sud (Kolda, Ziguinchor) où les unités de transformation industrielle sont inexistantes ou faiblement présentes, la production du riz paddy est stockée pour la consommation. Les $\frac{3}{4}$ des productions de céréales sèches (mil souna, maïs) sont également jalousement gardés dans les greniers et les silos. Dans ces zones, comme dans celles des régions orientales (Tamba, Kédougou) les ventes sont axées sur l'arachide et le coton. En raison des mauvaises expériences de gestion des banques cérésières villageoises, d'insuffisance d'infrastructures de stockage et de l'absence d'organisations paysannes fortes dans le domaine des céréales locales sèches, les stocks communautaires ont faibles voire nuls. Par contre les producteurs du riz paddy dans la vallée du fleuve Sénégal sont bien organisés et disposent des espaces de stockage qui leurs permettent de bien garder leurs productions en vue de faire une bonne commercialisation.

Les stocks commerçants sont composés des céréales locales (mil, sorgho, maïs, riz décortiqué) et des produits importés (riz, maïs). Les stocks actuels sont très satisfaisants, notamment dans les villes abritant les marchés

de groupement (Kaolack, Touba, Kaffrine, Tamba, Tilène, Thiaroye). Cependant, le Sénégal ne dispose pas de stock national de sécurité proprement dit à l'image des pays comme le Mali, le Burkina Faso ou dans une certaine limite la Mauritanie. Cette inexistence de stock est justifiée par l'accessibilité du pays dans les meilleurs délais et à tout prix. Toutefois, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) vient d'acheter près de 4 000 tonnes de riz local décortiqué produit dans la vallée du fleuve Sénégal. Ce stock est spécial et très volatile, car essentiellement destiné à l'alimentation aux cérémonies religieuses (grand magal² de Touba, maouloud, etc.) ou à secourir les ménages en cas de détresse. En plus, le CSA gère présentement un stock de 16 000 tonnes de riz importé correspondant à l'aide japonaise (KR1). Ce riz est destiné au marché sénégalais et les recettes issues de sa monétisation servent à financer des projets de la sécurité alimentaire. Les stocks du PAM sont constitués de produits divers (mil, maïs, petit pois jaune, sel). Ce stock est prioritairement destiné aux cantines scolaires et aux ménages vulnérables.

En Mauritanie, les récoltes de cultures pluviales sont achevées depuis novembre, les stocks paysans couvriront les besoins jusqu'en mi-juin. Les ménages pauvres estiment disposer de stocks pouvant couvrir leurs besoins jusqu'en mai bien qu'une partie de leur production ait servi à rembourser une partie des dettes contractées les précédentes années et au cours de la dernière période de soudure. Dans ces mêmes zones, la pression sur les stocks familiaux s'est amoindrie avec le départ en exode de la force active en direction du Mali et des grandes villes mauritaniennes. Dans la vallée, les stocks de riz au niveau des paysans sont les meilleurs suite aux bonnes productions.

Au nord Ghana, les stocks paysans issus surtout de la deuxième campagne agricole sont consistants et les marchés ruraux sont approvisionnés au fur et à mesure que les paysans sentent les besoins financiers surtout pour préparer les prochaines campagnes favorisés par les avantages du prix au producteur en ce temps très rémunérateurs.

III. MARCHES-NIVEAUX DES PRIX-FLUX TRANSFRONTALIERS

Au niveau mondial, les prix du riz, blé et maïs connaissent une hausse liée à la perturbation du marché international due aux problèmes de variabilité climatique telle les inondations des grands pays exportateurs de ces céréales. Concernant le riz, les prix ont connu une hausse entre juin 2010 et novembre 2010 avant de fléchir à partir de janvier 2011. Par conséquent, si ces tendances se maintiennent, les prix du riz devraient normalement diminuer ou se stabiliser en faveur des pays grand consommateur tels que le Sénégal et qui importent plus de la moitié de leur besoin en riz.

Dans les bassins centre et ouest, les marchés sont bien approvisionnés en céréales tout comme en bétail. Cependant, de l'avis des acteurs les marchés céréaliers restent très moroses. Selon les investigations, depuis les récoltes en fin 2010, aucune demande céréalière significative n'est enregistrée auprès des grands commerçants du Burkina et du Mali qui approvisionnent les pays voisins demandeurs tels que le Niger, le Sénégal, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Togo essentiellement en maïs et mil. Les grossistes rencontrés au sud du Burkina expliquent la morosité des marchés céréaliers par l'absence en 2010/11 des demandes nigériennes, togolaise et même ghanéenne. La préférence du Togo et du Ghana pour le maïs blanc du Bénin qui est de meilleure qualité se précise de plus en plus. D'autres parts l'incertitude née de la crise ivoirienne empêche les acteurs Burkinabé, maliens et Sénégalais à y passer des grandes commandes car nulle ne peut garantir un transport sécurisé ces temps-ci. Au Mali, les stocks commerçants servent à approvisionner hebdomadairement la Mauritanie et la reconstitution du SNS, des banques communautaires et stocks privés.

² Le magal est une importante fête religieuse mouride qui est annuellement célébrée dans la ville de Touba. La population de cette agglomération est de 1 million d'habitants en temps normal et accueille environ 3 millions de pèlerins. Durant cette période des millions de fidèles se rassemblent. A cette occasion des millions de bêtes sont sacrifiées (ovins, bovins, chameaux, poulets).

En perspective, les acteurs pensent que le marché pourra retrouver son dynamisme habituel lorsque les demandes de reconstitution des stocks des pays se préciseront d'avantage à partir de mars 2011. Ces achats institutionnels et ceux éventuellement du PAM, même limités (par rapport à 2010), pourront entraîner une légère hausse des prix à partir du mois de mars/avril 2011 correspondant à l'intensification des activités de commercialisation portant sur des grands stocks.

A. Demande

La demande céréalière traditionnellement forte du bassin centre et une partie du bassin ouest provient de la consommation humaine locale pour les pays du Sahel (Mali, Burkina Faso, Mauritanie et Sénégal), des industriels, aviculteurs et d'aliments bétail pour les pays côtiers comme le Ghana et le Sénégal et du Sahel. Cette demande est satisfaite par le biais des opérateurs privés et des institutions gouvernementales et internationales. Cette année, la faible demande due à une bonne disponibilité dans les zones de demande et une bonne production des cultures de rente (sésame, niébé, arachide) particularise cette saison de commercialisation 2010/11 aux niveaux de tous les grands bassins de production. La demande de reconstitution des stocks privés et/ou institutionnels est nettement plus inférieure cette année car on ne perçoit aucune crise alimentaire en vue. Tous les acteurs et à tous les niveaux se plaignent de l'absence des demandes potentielles de céréales alors que l'offre existe. Au Burkina Faso, le bilan céréalier fait ressortir une demande potentielle estimée à 872 162 tonnes mais qui reste inférieure aux possibilités d'offre plus élevées suite aux bonnes productions.

Les mouvements de reconstitution timides sont en cours dans les grandes zones de production du bassin centre (Ghana, sud du Burkina et sud et centre du Mali) et ouest (ouest du Mali). Au Ghana, une grande partie des stocks disponibles sont acheminés vers le sud pour satisfaire les besoins de consommation des villes intermédiaires et ravitailler les industries agroalimentaires. Dans le principal bassin céréalier du Mali (Ségou, Sikasso) et au sud Burkina Faso, les achats institutionnels de moindres niveaux se font normalement à travers quelques opérations qui visent à renforcer les stocks au niveau des pays. Au Mali, s'agissant des demandes, l'OPAM a déjà lancé un appel d'offre d'achat de 7.000 tonnes de mil et le PAM pour des achats en faveur des cantines scolaires portant sur 15.000 tonnes, sur lesquelles seulement 1.700 tonnes seulement ont été achetées. On retiendra que l'essentielle de la demande courante sert à satisfaire la consommation humaine locale qui ne nécessite pas beaucoup de transactions internationales.

L'augmentation de la demande de maïs et son inclusion dans les habitudes alimentaires des sahéliens demeure un fait majeur. Jusqu'à des années récentes, la consommation de maïs par les populations du Sahel central et occidental était faible. En fait, depuis quelques années, à cause de sa disponibilité et de son prix plus abordable comparé aux autres céréales, on note un report croissant de la demande de consommation sur le maïs probablement au détriment des mil/sorgho sujets à des déficits de production très fréquents, des variations de prix plus importantes et rarement disponible pour l'importation. D'énormes quantités de maïs en provenance du sud du Mali et du Burkina Faso mais aussi et surtout du Ghana et de la Côte d'Ivoire ravitaillent de plus en plus les centres urbains et les villages du Sahel central et occidental. Selon les commerçants du sud du Mali (Sikasso), 60% à 70% du maïs qu'ils commercialisent ces dernières années, proviendraient du nord de la Côte d'Ivoire. Selon les commerçants céréaliers du Centre du Ghana, 30% de leur maïs commercialisé est destiné au Sahel via le Burkina Faso. Le développement récent des infrastructures routières entre l'Ouest du Mali, le Sénégal et le Mauritanie favorise ce transfert et permet aux populations de faire une substitution de taille en céréales locales, particulièrement en période de soudure. Le maïs local de la région est concurrencé justement pendant la soudure par celui importé du Canada et d'Argentine qu'on retrouve dans les grands

centres de consommation loin des zones de production comme Dakar. On retrouve ce maïs importé relativement moins cher dans les villages les plus reculés du Sénégal et de la Mauritanie.

Aussi, la demande du maïs restera au tant forte les années à venir que la baisse tendancielle de la productivité des mil/sorgho restera et les besoins industriels et d'aliment bétail/volaille grandissant. Contrairement à 2009, hormis le Sénégal, la demande de maïs sera moindre à cause des bonnes récoltes au Mali et au Burkina et la disponibilité du maïs du nord de la Côte d'Ivoire.

La demande des céréales importées (blé et riz) restera forte malgré les prix très élevés surtout pour la majorité des populations de la façade atlantique (en particulier le Sénégal pour le riz et la Mauritanie pour le blé) pour lesquelles ces céréales constituent la base de l'alimentation. Seul au Mali, la production intérieure en riz couvre près de 95% des besoins. Ailleurs, les importations commerciales couvrent une grande partie de la demande de riz (20 à 80% selon le pays) et de blé (80 à 100% selon le pays) qui servent à combler le déficit vivrier chronique des populations rurales et urbaines. Pour le riz, le plus grand importateur reste le Sénégal. Grâce aux bonnes productions céréalières enregistrées au cours des trois dernières campagnes agricoles, les importations de riz vont légèrement faiblir et seront au tour de 600 000 tonnes dont certaines quantités seront réexportées en Mauritanie et au Mali. Le taux de dépendance en céréales de ce pays varie au gré des campagnes agricoles comme (tableau 1).

Tableau 1 : Taux de dépendance en riz comparés

CAMPAGNES AGRICOLES	PRODUCTIONS céréalières (Tonne)	BESOINS EN CEREALES (Tonne)	ECART NET À IMPORTER (Tonne)	Taux de dépendance
2005/06	1 177 782	2 161 523	983 741	46%
2006/07	821 284	2 214 163	1 392 879	63%
2007/08	712 364	2 009 246	1 296 882	65%
2008/09	1 510 701	2 328 160	817 459	35%
2009/10	1 577 684	2 435 740	858 056	35%

Source : CSA

Au Sénégal, la demande céréalière est essentiellement constituée en plus du riz importé, de mil souna, de riz local et de maïs. Le riz ordinaire brisé importé est consommé par les ménages à faibles revenus résidents aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, soit près de 80% de la population nationale. Le riz parfumé brisé ordinaire par les ménages moyens qui résident généralement dans les zones urbaines, notamment à Dakar. Le riz local décortiqué est plus demandé dans les régions nord (Vallée du fleuve, Louga). A l'instar du riz importé ordinaire, le mil souna est disponible dans la quasi-totalité des marché du pays, mais sa consommation est plus importante dans les régions centrales (Kaolack, Fatick, Kaffrine) où cette céréale est consommée sous forme de cous-cous chaque soir au dîner. Le riz local ou importé est consommé systématiquement au déjeuner par la quasi-totalité des ménages ruraux et urbains. Dans les régions sud-est et centre le riz importé brisé est la céréale la plus demandée, suivie du maïs et du mil souna.

En Mauritanie, la demande en céréales traditionnelles et importées (riz et blé) reste forte à travers tout le pays en raison de la production agricole nationale très limitée. La production annuelle en année normale couvre à peine 32% des besoins nationaux de consommation. A cela s'ajoute une forte demande d'aliments bétail de la sous région pour combler les déficits pastoraux de ce pays. La demande en céréales traditionnelles est entièrement satisfaite par les flux transfrontaliers en provenance principalement du Mali.

La demande en tomates du Ghana, certes traditionnelle, connaît depuis quatre ans une tendance exponentielle. Elle s'exerce essentiellement sur le marché intérieur Ghanéen et celui du Burkina Faso, où les zones d'achats couvrent actuellement même les parties sahéliennes en plus des zones méridionales et centre du pays. Ces tomates collectées quotidiennement sont destinées au ravitaillement des industries agroalimentaires du Ghana.

La demande bétail émanant principalement des pays côtiers (Sénégal, Côte d'Ivoire, Ghana, Bénin, Togo, Nigeria, reste toujours très forte selon les coutiers rencontrés à travers leurs associations. Au Sénégal, comme exemple, en dehors des grandes fêtes religieuses, la consommation de viande est plus importante dans les centres urbains, notamment à Dakar et dans les capitales régionales continentales où les produits de pêche sont faiblement présents. Selon les statistiques officielles fournies par la Société de Gestion des Abattoirs du Sénégal (SOGAS) les nombres moyens mensuels de sujets abattus, dans les abattoirs officiels, au cours des trois derniers mois sont de 7 100 bovins, de 38 600 ovins et de 7 900 caprins. Ces chiffres ne tiennent pas compte des immolations faites durant la fête de Tabaski, durant laquelle près de 600 000 têtes d'ovins ont été sacrifiées ou de la célébration du grand magal de Touba pendant laquelle plusieurs centaines de milliers d'ovins et de bovins ont été consommés.

En Côte d'Ivoire, malgré les blocages liés à la crise post électorale et à l'insécurité sur certains axes routiers, la demande pour les animaux du Sahel reste très élevée et reste honorée quotidiennement à travers une réorientation et rallongement des circuits d'approvisionnement et son corolaire d'enchérissement du prix de la viande. Les commerçants de bétail maliens et burkinabés contraints par les barrières et l'insécurité sur les routes, passent par le Ghana pour ravitailler les grandes villes du sud de la Côte d'Ivoire où les ruptures ou les réorientations dans les échanges provoquent une flambée du prix de la viande.

B. Offre

Sur tous les marchés visités dans les bassins centre et ouest, l'offre des produits agricoles et de bétail est globalement satisfaisante avec des tendances variées d'un pays à l'autre, selon les produits et les saisons. Même au niveau des pays structurellement déficitaires l'offre dépasse la moyenne.

Au Burkina Faso, sur les marchés de collecte et de regroupement, on rencontre de grandes quantités de céréales les jours de marchés constitués très souvent dans l'intervalle de deux marchés par les demi-grossistes et les collecteurs. Ces quantités sont cédées à des grossistes qui les acheminent vers les grands centres (Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Ouahigouya, Koudougou, Kaya). On estime à entre 30 et 50 le nombre de commerçants dont la capacité actuelle de stock atteint 1 000 tonnes. Les marchés sont bien approvisionnés par les paysans et l'offre existe dans les zones de collecte. Au fur et à mesure que les sources de revenus alternatives (vente de sésame et d'arachide) s'épuisent, on assistera alors à une mise en marché plus abondante des céréales par les producteurs. Les niveaux des prix suffisamment élevés incitent à la mise à marché. Pour ce pays, l'offre potentielle de céréales existe auprès des commerçants, des organisations professionnelles agricoles et des gros producteurs. On estime par exemple au nombre de 06, les commerçants grossistes de la ville de Bobo-Dioulasso qui disposent entre 2 000 et 5 000 tonnes de céréales pendant cette période. Ils peuvent engranger le double de ces stocks si la demande essentiellement du Niger et des achats institutionnels est là. Il en est de même pour les commerçants de céréales maliens.

Au Mali, l'offre céréalière à travers les marchés visités est importante en rapport avec les bonnes productions céréalières. Les circuits commerciaux traditionnels arrivent à fournir assez de céréales pour satisfaire la demande. Ces circuits s'organisent dans le sud du pays et le centre du pays où se font les opérations de

collecte au niveau des producteurs. Les quantités collectées sont regroupées sur les marchés de regroupement et/ou de gros et ensuite expédiées dans les grandes villes du pays et dans les zones structurellement déficitaires, situées majoritairement au nord du pays. Selon nos investigations, les marchés sont actuellement bien approvisionnés aussi bien en céréales sèches qu'en riz avec d'importants stocks reports. Dans les zones de production, les commerçants ont déclaré ne pas prendre le risque d'acheter toutes les quantités que viennent leur offrir les producteurs à cause de la faiblesse de demandes potentielles et du prix couramment élevé des céréales. Les paysans producteurs de riz à l'office du Niger, ont tendance depuis janvier à imposer leur prix aux commerçants qui hésitent à leur tour de payer. Au Mali, excepté le riz, les commerçants n'achètent pas les céréales sèches pour le stockage. Les quantités de céréales sèches achetées sont fonction du niveau de la demande. Autrement dit, si la demande est forte, les commerçants achètent en grande quantité. Dans le cas contraire, ils n'achètent que pour la satisfaction des besoins habituels d'approvisionnement des populations. Actuellement la demande de consommation est plus faible que d'habitude dans le pays à cause de la bonne campagne agricole 2010/11 et de l'existence de stocks dans le pays. La demande actuelle sur les marchés est constituée essentiellement des achats institutionnels, notamment ceux de l'OPAM et celle de la consommation locale.

Au Mali tout comme dans les autres pays du Bassin ouest, le marché de riz est un marché concentré. Il est dominé par une poignée de commerçants, qui ont une surface financière conséquente. Ainsi, s'agissant du stockage du riz, il faut reconnaître que très peu de commerçants arrivent à s'adonner à cet exercice car il est trop onéreux et nécessite d'autres coûts annexes tels que le traitement des stocks, l'achat des sacs, la confection des palettes, les frais de gardiennage et de location des magasins etc. La grande majorité des commerçants procède à des achats en fonction de la demande courante. Au moment du déstockage, les commerçants détenteurs des stocks les vendent par le système de crédits fournisseurs à leurs clients commerçants. Par contre pour les autres céréales (riz et maïs surtout), les légumineuses et les produits maraîchers, les offres sont satisfaisantes tout en bénéficiant des prix rémunérateurs. Le marché des produits de rente dans les zones visitées est caractérisé par une amélioration de l'offre de l'oignon, de la tomate et du poivron suite à l'apparition progressive et à la commercialisation de leurs nouvelles récoltes. Celle de la pomme de terre et des oignons sera de plus en plus abondante au fur et à mesure que les récoltes des cultures de contre saison seront sur les marchés.

Dans les régions de faibles productions céréalières, en plus des activités de maraîchage, les prix d'achat du bétail et des cultures de rentes (arachide, sésame, niébé) sont nettement rémunérateurs et permettent actuellement aux producteurs de préserver ou de renforcer leurs stocks céréalières.

L'offre de bétail en Mauritanie et au Mali, très importante jusqu'à la veille des fêtes religieuses en fin 2009, retrouve à partir de janvier 2010 son niveau normal. Les principales destinations restant le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry, le Ghana, le Togo et le Bénin.

La Mauritanie, contribue aux offres des produits importés d'Asie et de l'Europe (riz, sucre, huile, farine de blé, compote de tomates, légumes, produits manufacturés) et du Maroc (fruits et légumes) par une réexportation en direction des marchés du Sénégal et du Mali. Elle offre également d'importantes quantités de poissons de mer au Sénégal et au Mali.

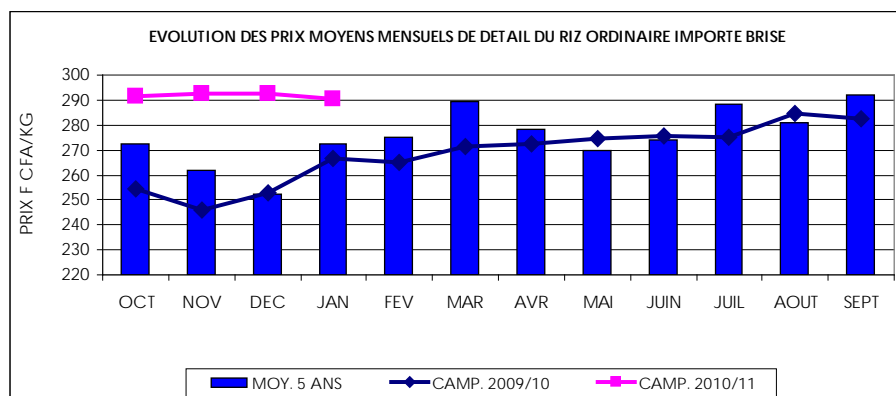
Il est vrai qu'au Ghana la production du mil et du sorgho sont en baisse en 2010, l'offre céréalière actuelle dépasse largement la demande. Pour cette campagne, l'offre totale des céréales est estimée à 2.7 millions de tonnes quant la demande atteint à peine 2 millions.

C. Niveaux et évolution des Prix des céréales et du bétail

Les prix des céréales : quoique relativement stables depuis décembre 2010, les niveaux des prix nominaux demeurent toujours élevés et cela malgré les bonnes récoltes dans les basins de productions du centre et de l'ouest et l'état d'approvisionnement satisfaisant des marchés en céréales locales et/ou importées. Globalement les prix nominaux des céréales bien que inférieurs à leur niveaux exceptionnels de 2008, restent toujours supérieurs à leur moyenne des cinq dernières années (2006-2010).

- ✓ **Prix du riz importé :** pour le riz D'octobre 2010 à janvier 2011, le prix moyen mensuel national du Sénégal du riz ordinaire brisé se caractérise par sa stabilité. Mensuellement, son prix a oscillé, durant ces mois, dans la fourchette « 290 – 293 » F CFA/kg, soit un prix moyen de 293 F CFA/kg. Cette situation s'explique par le bon niveau des stocks soutenu par la régularité et la constance du volume des importations mensuelles qui sont moyennement de 45 000 tonnes. Toutefois, ce prix reste élevé, car comparativement à son niveau des mêmes mois de l'année précédente, il avait évolué entre un minimum de 245 et un maximum de 267 F CFA/kg, soit un prix moyen de 255 F CFA/kg pour la période concernée. De la même manière par rapport à la moyenne des cinq dernières années (265 F CFA/kg) pour les mêmes mois, un écart de 35 F/kg est observé (graphique xx). Pour freiner cette allure haussière, l'État vient de prendre des mesures visant à abaisser les prix des denrées de grande consommation dont ceux du riz ordinaire importé à 280 F CFA/kg et du riz parfumé ordinaire à 310 F CFA/kg. Ces mesures restent très discutables quant à leurs impacts sur les prix et surtout la question de la compétitivité du riz local dans un contexte de relance des productions locales.

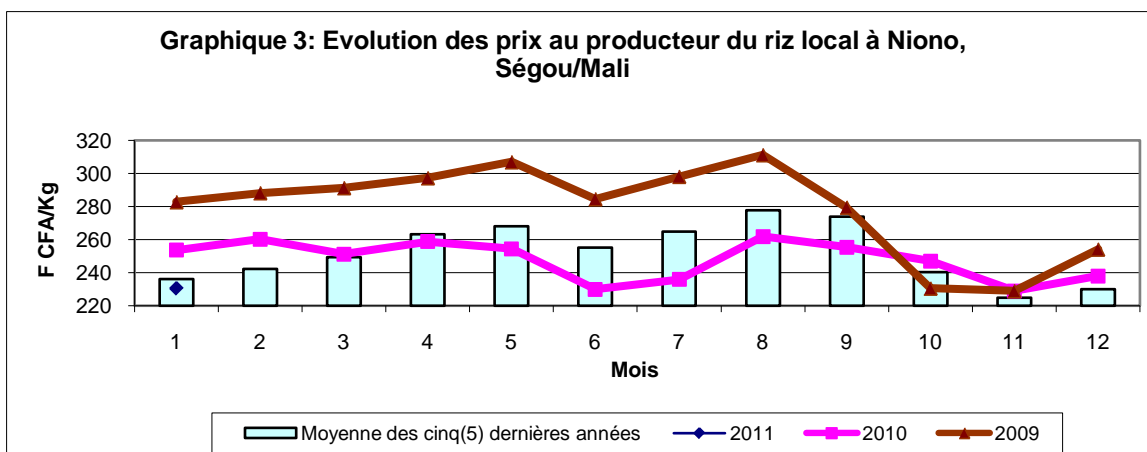
Graphique 2 : Evolution du prix moyen du riz importé au Sénégal



✓ Prix

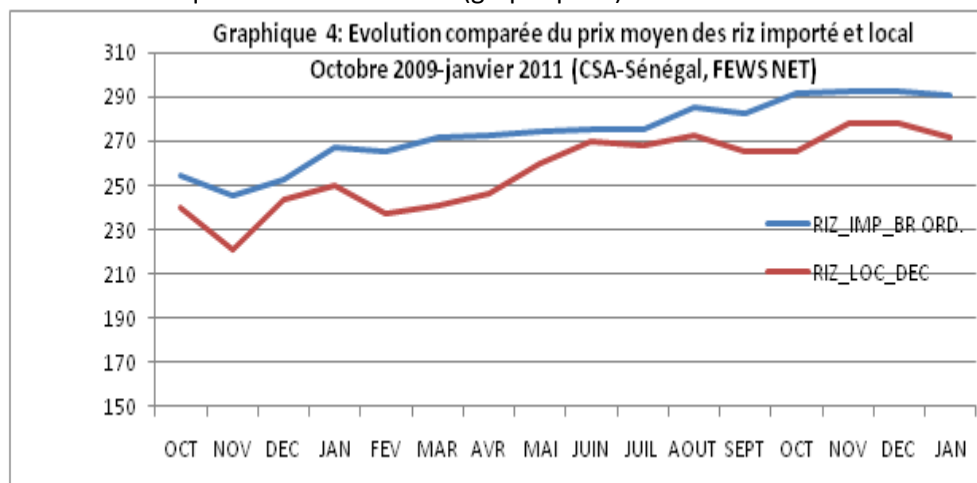
du riz local : Par contre l'analyse des prix au producteur du riz local dans la plus grande zone de production du Bassin ouest (Office du Niger de Ségou) montre des niveaux relativement bas. En effet, les prix au producteur du riz local après leur hausse de 229 F/Kg de novembre 2010 à 238 F/Kg en décembre 2010, ont chuté

à 230 F/Kg en janvier 2011 (graphique xx). En janvier 2011, le niveau du prix au producteur observé est non seulement inférieur à celui de l'année dernière mais aussi au niveau des prix moyens des cinq dernières années. La bonne production de riz dans les autres régions du Mali en bas fonds explique la baisse de la demande au niveau de la principale zone de production et les prix relativement bas au niveau des producteurs. Au vue de la différentielle entre le prix au producteur et celui à la consommation montre des marges plus grands favorables aux commerçants. Ces commerçants profitent d'autant plus lorsque pendant la soudure, ils sont autorisés à importer du riz subventionné qui vient inondé les marchés des centres de consommation.



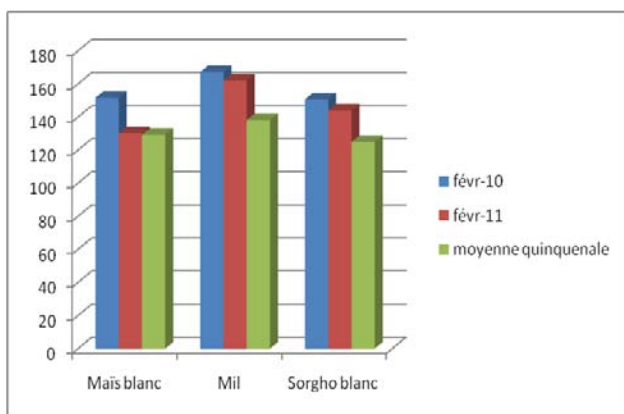
Source : OMA/Mali

Il est en de même au Sénégal où l'on voit une évolution parallèle du prix du riz ordinaire importé et celui du riz local décortiqué au niveau national (graphique 4).



✓ **Prix des céréales sèches** : Pour les céréales sèches, les prix en février 2011, sont plus inférieurs à leur niveau de 2010 mais restent supérieurs à leur moyenne quinquennale. Au Burkina, les prix à la consommation des céréales sont en hausse de 17% pour le mil, 15% pour le sorgho blanc et

sensiblement stable pour le maïs blanc avec 0.58%.



Graphique 5: Évolution comparée des prix des céréales sèches au Burkina Faso (Source : SIM/SONAGESS, Burkina Faso)

Le bon niveau des stocks paysans et commerçants consécutives à la bonne production agropastorale 2010/11, la faiblesse de la demande des céréales et le prix rémunérateur des produits de rente seraient à la base de la baisse du prix des céréales sèches au niveau des pays gros producteurs.

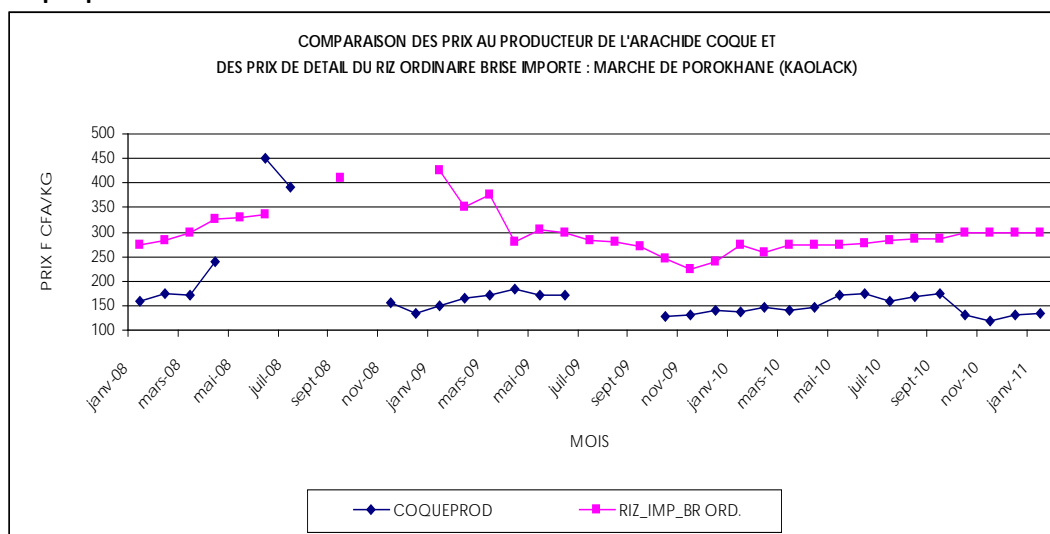
En Mauritanie, les prix des céréales sont en baisse dans les zones frontalières du Mali, (110 à 120 UM le kg de sorgho) ; et dans l'ouest de la vallée du fleuve Sénégal (80 à 100 UM le kg de paddy) . Par contre, dans les zones intérieures du pays, le prix du kg de sorgho fluctuent

entre 120 et 130 UM. De ce fait, en dehors de la zone frontalière du Mali et des zones intérieures alimentées par les flux maliens, les prix du sorgho en février 2011 sont en de nombreux endroits plus élevés que ceux de 2010 (350 UM le moud de sorgho pluvial à M'Bout contre 320 en février 2010) alors que la production est l'une des meilleures en Mauritanie. Le prix du Kg de paddy fluctue entre 80 et 70 UM alors qu'à la même période de 2010 on n'en trouvait pratiquement pas dans les marchés car, faute de crédit agricole, nombreux étaient les paysans qui n'avaient pas pu réaliser de campagne rizicole.

✓ **Termes de l'échange : arachide/riz importé (Porokhane) au Sénégal**

L'évolution des prix moyens mensuels montre que les producteurs céréaliers vendent environ 1,5 à 2 kg d'arachide coque pour acquérir un kilogramme de riz ordinaire importé brisé. Ces termes de l'échange bien que faiblissant garantissent un accès alimentaire normal au vue de la stabilité du prix du riz et des productions record d'arachide.

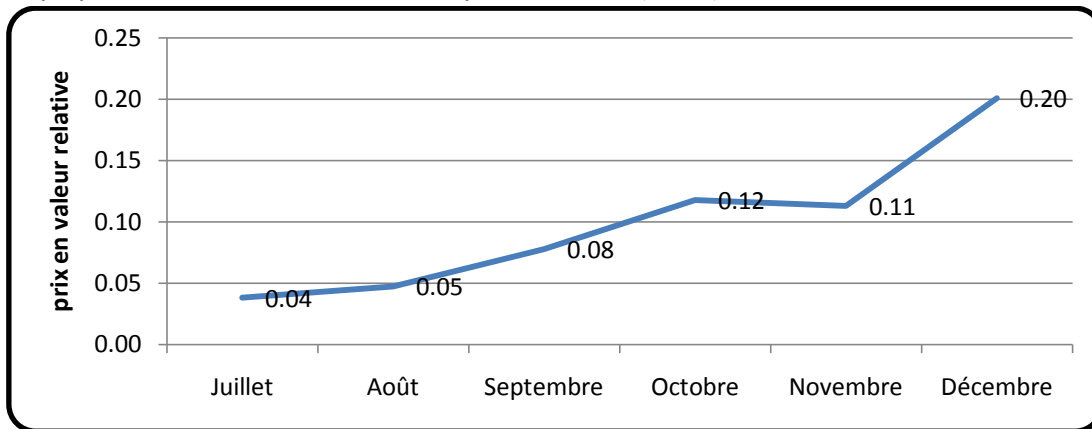
Graphique 6 :



✓ **Prix du bétail :**

Le Burkina Faso, l'un des plus grands pourvoyeurs de bétail de la cote d'Ivoire et du Ghana, l'offre globale des bovins est passée de 579 692 (juillet à décembre 2009) à 520 781 têtes (juillet à décembre 2010), soit une baisse de plus de 10%. Cette tendance baissière est aussi observée pour les petits ruminants avec un taux plus important de 21%. La tendance à la baisse de l'offre du bétail actuellement sur les marchés s'explique par plusieurs facteurs. L'une des principales raisons est la campagne agricole 2010-2011 qui s'annonce satisfaisante freine le déstockage des animaux. Au Burkina, les régions du Sahel de l'Est et des Hauts Bassins qui sont des zones pastorales connaissent ces difficultés. D'autres facteurs comme la crise ivoirienne contribuent à expliquer le faible niveau d'approvisionnement des marchés à bétail. A la fin de la campagne agricole 2010-2011, les prix des animaux sont en légère hausse de l'ordre de 2,7% pour les bovins et de 2,52% pour les petits ruminants. Cependant il faut noter que particulièrement au Centre Nord et au Sahel les prix des animaux ont presque doublé. Le graphique ci-dessous indique une évolution des prix comparativement aux deux derniers semestres de 2010 et 2011.

Graphique 7 : Évolution en valeur relative des prix des animaux (bovins)



(Source : mission conjointe Etat-partenaires du 6 au 16 février 2011 Burkina Faso)

Plusieurs facteurs expliquent l'évolution à la hausse du prix des bovins. Le premier peut être lié au coût des facteurs de production tels que le problème d'accessibilité et de la disponibilité des aliments bétail commun à tous les pays du Bassin centre et ouest. Le deuxième facteur est la rareté (offre faible) des animaux sur les marchés de collecte à cause des bonnes récoltes qui contribuent à en renchérir leur prix. Enfin la dernière crise pastorale en 2010, demande et autorise une reconstitution du cheptel. L'évolution à la hausse du prix du bétail au nord Ghana confirme les tendances haussières des prix dans les pays ou zones pourvoyeuses du Mali, Burkina et même de la Mauritanie. Au nord Ghana, le prix d'un bovin moyen de 250 KG a augmenté de 25% et 15% par rapport à 2010 et 2009 respectivement.

Dans le sud mauritanien à travers des courtiers, les prix des bovins tournent autour entre 35,000 UM (pour le taurillon de deux ans) et 65000 UM (pour la génisse de 2 ans).

Au Sénégal, les petits ruminants, ovins surtout sont vendus en fonction de leur taille et de leur qualité entre 25000 – 85000 F CFA/sujet. Les recettes obtenues des ventes des animaux permettent aux éleveurs de constituer des stocks de vivres et de faire face à certaines dépenses non alimentaires.

Au Sénégal, comme Pays importateurs : la principale source d'approvisionnement pour le bétail reste le marché intérieur et les pays de la sous région. Le bétail est acheminé vers les principaux marchés principalement Dakar, sur pied et par camion. Le Nord-est, le Nord et le centre Nord constituent les zones sylvo-pastorales les plus importantes du pays où le marché du bétail est assez actif. Les mauritaniens et les maliens continuent toujours à amener les ovins et les bovins au Sénégal. Toutefois, face à l'opposition du groupement des éleveurs, un bon nombre des sujets importés n'accèdent pas directement ou librement à Dakar où la demande est très forte. Conséquence, les animaux importés restent parqués dans les marchés des régions périphériques de Dakar (70-150 KM). Ce comportement des éleveurs sénégalais perturbe considérablement les flux des petits ruminants et handicape beaucoup les consommateurs des grands centres urbains. Pour une meilleure illustration, pendant la Tabaski 2010, malgré une offre de 600 000 moutons à Dakar, la demande n'a pas été entièrement satisfaite et beaucoup de chefs de ménage n'ont pas pu acheter leur mouton et faire le sacrifice.

Dans l'ensemble on peut dire que malgré les niveaux de prix élevés des céréales, l'appréciation du prix du bétail dans les bassins ouest et centre procure aux éleveurs des termes de l'échange favorables. Au Sahel, en

février 2011, la vente d'un petit ruminant sur un marché permet d'acquérir au moins un sac de mil ou de maïs de 100kg.

D. Flux : acteurs, produits, mesures, tracasseries

Pour le moment à travers les zones visitées, il n'y a pas de mesures restrictives formelles à l'importation ou l'exportation des denrées alimentaires ou du bétail dans les bassins centre et ouest. Ceci est certainement du aux bonnes récoltes enregistrées globalement dans les bassins de production des pays et cette volonté affirmée des autorités à maintenir des prix rémunérateurs pour les producteurs. Toutefois les tracasseries et pratiques informelles sont de monnaie courante sur les axes routiers surtout du Mali et du Sénégal.

S'il y a deux particularités majeures en 2011 concernant le commerce régional et les flux transfrontaliers dans ces deux bassins, on notera :

- la faiblesse ou l'absence de la demande céréalière du Niger au sein des marchés du bassin centre suite aux bonnes productions au Niger d'où les commerçants ont une préférence de s'approvisionner du Benin.
- Malgré l'insécurité sur les corridors de bétail et les ruptures entre le sud et le nord de la Côte d'Ivoire le marché de gros bétail destiné à l'exportation se caractérise par la poursuite des exportations à cause de la demande sans cesse croissante des pays côtiers (Côte d'Ivoire, Sénégal, Ghana, Togo) et la réorientation des flux pour contrecarrer les barrières devenues plus nombreuses et fermes. Les acteurs de la filière viande malgré ces contraintes citées exportent et réorientent dans certains cas l'essentiel des exportations du bétail du Burkina, du Mali et de la Mauritanie vers le Ghana, la Cote D'Ivoire, la Guinée et le Sénégal.

Nonobstant la faiblesse de l'intensité des flux pour certains produits comme les céréales sèches comparée à 2010, rien n'empêche le fonctionnement normale des flux entre les zones excédentaires et déficitaires d'un même pays et à entre pays grands producteurs et ses voisins dans les deux bassins, excepté en Côte d'Ivoire. Au Sahel occidental (Mali, Mauritanie et Sénégal), par de bonnes productions agricoles y compris dans les zones majoritairement déficitaires, on assiste cette année à nette amélioration du taux de couverture des besoins en termes de mois. Ces zones déficitaires, qui sont des zones à risque structurel de production, dépendent du bon fonctionnement des marchés, c'est à dire des flux internes et externes venant des grandes zones de production à l'intérieur des pays et celles des pays voisins. Le tableau suivant illustre d'une manière sommaire les flux majeurs (exportations et importations) des produits agricoles et de bétail entre les pays des bassins centre et ouest (tableau XX).

Tableau 2 : Flux majeurs des exportations et des importations, bassin centre (février 2011)

IMPORTATION/EXPORTATION							
Produits	BF → GH	BF → ML	CI → BF	ML → CI	ML → GH	ML → BF	
Bétail	XXX			XXX	XXX		
Céréales	X	X	X	X		XX	
Tomates	XXX	XX				X	
Carburants/Biens manufacturés			XXX				
Café/Cacao			XXX				
IMPORTATION/EXPORTATION							
Produits	ML → SN	SN → ML	ML → MR	MR → ML	MR → SN	SN → MR	
Bétail	XXX			XX	XXX		
Céréales/Legumineuse	XX	XX	XXX	X		XXX	
Alimentaires/indust.		XX		XXX	XXX		
Carburants/Biens manufacturés/Const.		XXX	XXX	XXX	XX		

Source : FEWS NET, Missions d'évaluation de la sécurité alimentaire, du commerce et des flux, février/mars 2011. Les tableaux des flux d'importation et d'exportation confectionnés par les équipes des missions d'évaluation par pays sont confinés en annexe et seront cartographiés ultérieurement si besoin aura.

Pour la Côte d'Ivoire, la baisse notoire du trafic avec ces voisins immédiats demeure l'une des caractéristiques majeures des flux en 2011 (voir impact de la crise sur les échanges plus en bas). Exceptés le café et le cacao destinés au Ghana via le Burkina, tous les flux avec ces voisins ont drastiquement baissés ou sont réorientés.

Parmi les échanges entre le Burkina Faso et le Ghana les tomates occupent de plus en plus une place de choix avec un circuit d'approvisionnement très dense qui engage des centaines de camions par jour pour la collecte des tomates partout sur le territoire du Burkina Faso. Leur destination finale étant les industries de patte de tomate du Ghana.

Dans le bassin Ouest, les échanges transfrontaliers entre la Mauritanie et ses voisins sont partout actifs. Pour la Mauritanie, ces flux transfrontaliers sont très importants pour résorber les déficits structurels locaux. Avec le Sénégal, les flux d'origine mauritanienne sont plus actifs et portent sur l'exportation du bétail, du poisson et la réexportation de denrées alimentaires importées d'Europe et du Maroc. Les flux d'origine sénégalaise se limitent à l'exportation du riz local de la vallée, à la réexportation du riz d'origine asiatique et des arachides en Mauritanie. Les flux des céréales traditionnelles sont moindres, se limitant à de petites quantités qui travers le fleuve car en fait le Sénégal en est grand demandeur. Les flux sénégalais de céréales traditionnelles restent encore modestes, par contre ceux du riz (riz local et riz d'origine asiatique), pourtant soumis à une interdiction d'exportation, sont encore importants et sont essentiellement destinés aux centres urbains.

Par contre, au niveau de la zone frontalière avec le Mali, il est important de noter qu'en plus de la hausse en 2010/11 des niveaux de transfert des céréales, les marchands maliens en vendant les céréales en Mauritanie y achètent de plus en plus des animaux (bovins surtout). Ceci suggère que le surplus de production des paysans maliens sert à travers ces achats des petits ruminants et des bovins de la Mauritanie à contribuer au processus de capitalisation chez les agropasteurs du Mali. La hausse des exportations maliennes de céréales vers la Mauritanie ont été confirmées par les grossistes de Niono (région de Ségou au Mali). Ceci est confirmée par un commerçant de Niono, pour qui les exportations vers la Mauritanie se font à partir de Nara car plus proche (50 Km) et qu'il convoie chaque semaine sur Nara près de 200 à 300 tonnes depuis janvier et cela se poursuivra jusqu'en mars/avril. De Nara, les commerçants mauritaniens s'occupent d'acheminer ces quantités, jusqu'à Nouakchott en Mauritanie.

Au Mali depuis le début de la campagne de commercialisation 2010/2011 (octobre-décembre 2010), les flux transfrontaliers se sont poursuivis avec les pays voisins à des rythmes différents. Par rapport à l'année dernière, les exportations céréalières du Mali vers les pays voisins (exceptée la Mauritanie) ont sensiblement baissé. Cette forte baisse des exportations céréalières indique tout de même la bonne production dans les autres pays voisins et reflète par ailleurs la morosité des marchés et l'impact de la crise post électorale en Côte d'Ivoire. S'agissant du bétail, il a été expédié du Mali plus vers les pays côtiers, entre octobre et décembre 2010, 51 234 têtes de bovins et 175 614 têtes d'ovins et caprins contre respectivement 42 090 têtes de bovins et 245.131 têtes d'ovins/caprins en 2009, soit une hausse en 2010 pour les bovins et une baisse pour les ovins/caprins.

Impact de la crise post électorale ivoirienne : le Mali tout comme les autres pays sahéliens (Burkina Faso et Niger) entretient d'étroites relations commerciales avec la Côte d'Ivoire. De plus, le port d'Abidjan est fortement utilisé par les importateurs et exportateurs maliens. Avant la crise de 2002 le fret malien en provenance d'Abidjan était estimé à 75%, actuellement ce niveau a baissé jusqu'à 45% à cause de la persistance des conflits dans ce pays. L'entretien avec des transporteurs nigériens qui rentraient par la

frontière Ivoirio-Burkinabé à laisser savoir qu'il y a beaucoup d'émigrés en Côte d'Ivoire pris en otage qui souhaitent regagner leurs pays d'origine, mais malheureusement par faute de moyens de transports ne peuvent pas. Les bus sont devenus de plus en plus rares et le nombre de jours de voyage a augmenté de 4 à 7 jours suite à l'accroissement du nombre de postes de contrôle avec des soldats coupeurs de route qui n'hésitent pas à prendre l'argent aussi bien chez les transporteurs que des voyageurs. Avec les événements qui s'empirent, ce trafic pourrait atteindre des niveaux les plus bas. Les exportations de bétail du Mali vers la Côte d'Ivoire suivent les mêmes tendances baissières. Jusqu'en fin 2010, la première destination du bétail malien était la Côte d'Ivoire où les prix étaient meilleurs et où les exigences de qualité étaient moindres comparées au Sénégal. Cependant, depuis fin décembre 2010, la Côte d'Ivoire est de plus en plus délaissée au profit du Sénégal et du Ghana pour des raisons de tracasseries et d'insécurité sur le territoire ivoirien. Les animaux expédiés actuellement au Sénégal et au Ghana viennent des régions de Ségou, Sikasso, Kayes et Mopti et des régions du nord Mali.

La Côte d'Ivoire représente 40 pourcent de l'économie des pays de l'Union Monétaire et Economique Ouest Africaine. C'est la deuxième économie de la région après le Nigeria. De ce fait, l'impact de la crise en Côte d'Ivoire sur les pays de la région est multiple dans le domaine de la sécurité alimentaire des populations. Globalement ils peuvent être regroupés en deux groupes de difficultés selon les pays : baisse des approvisionnements alimentaires pouvant entraîner des pénuries et des hausses des prix ou chute des revenus des populations pouvant entraîner des difficultés d'accès aux aliments même si les prix sont normaux. Les pays les plus affectés sont le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie et le Niger. Pour ces pays cela se traduit par :

- Difficultés d'approvisionnement alimentaire en riz, blé, huile.
- Hausse possible du prix du riz, du pain, de l'huile et du lait : actuellement les produits affectés dans les pays sont l'huile dont le prix du litre est passé de 900 frs à 1100 frs et le maïs dont le prix du kilogramme est passé de 110 frs à 120 frs entre novembre et décembre 2010.
- Baisse ou réorientation des exportations de bétail heureusement pas encore d'effet sur le prix des animaux.
- Baisse également des exportations d'autres produits agricoles (maraichage) dont le niveau d'exportation vers la Côte d'Ivoire est important.

Les activités pouvant être affectées sont essentiellement :

- Les producteurs maraichers de l'ouest (Burkina Faso/Bobo Dioulasso) du fait de l'absence d'acheteurs ivoiriens en concurrence habituelle avec ceux du Ghana
- Les transferts des masses d'argent de la Côte d'Ivoire vers les pays de l'inter land. L'impact le plus important est la chute des migrations saisonnières en direction de la Côte d'Ivoire qui se font normalement chaque année à partir de novembre à la fin des récoltes. Les populations qui émigrent vers la Côte d'Ivoire sont originaires essentiellement de la région de Sikasso, Kayes et Mopti (Mali), Tahoua, du département de Iloga et le Nord du département de Boboye dans la région de Dosso (Niger) et de partout du Burkina Faso. En effet, ceux-ci représentent plus de 70% des migrants abonnés de la Côte d'Ivoire. Beaucoup s'adonnaient à une migration à court et moyen terme. Dans les localités de part les revenus des migrants contribuent pour plus de 80% pour cent à la sécurité alimentaire des ménages.

Ainsi la crise post électorale en Côte d'Ivoire depuis fin novembre 2010, si elle perdurait, aura des conséquences suivantes sur le plan alimentaire:

- ❖ la sécurité alimentaire des familles pauvres le long des axes routiers sera négativement et sérieusement affectée compte tenu du fait que le transport des marchandises crée le long de ces axes des marchés d'emplois et de revenus qui profitent à ces familles;
- ❖ les ruptures d'approvisionnement et/ou la hausse des prix de certains biens de consommation tels que le sucre, l'huile, le gaz, les hydrocarbures etc.
- ❖ la baisse des exportations de mil du Mali vers la Côte d'Ivoire par les opérateurs maliens ;
- ❖ l'arrêt et/ou la baisse des importations de riz importé de la Côte d'Ivoire ;
- ❖ l'augmentation des quantités de maïs en provenance de la Côte d'Ivoire. En effet le Nord de la Côte d'Ivoire est une grande zone de production de maïs. Ce maïs est, d'habitude, expédié dans les usines de transformation au sud du pays. Ainsi si la crise perdurait, ces maïs seront redirigés vers le Mali et le Burkina Faso comme ce fût le cas avec la crise de 2002.
- ❖ Une chute drastique de revenus générés par les migrants.

Le dynamisme des flux transfrontaliers entre les pays et les bassins excédentaires et déficitaires sans être très pertinent en 2011 assure une bonne répartition des disponibilités. Structurellement, les pays enclavés du Sahel – Mali, Burkina Faso et Niger et même l'intérieur des pays côtiers – souffrent des coûts élevés du transport routier en raison des longues distances vers les ports, des routes impraticables, des camions reformés en mauvais état, d'une mauvaise logistique et de la corruption à tous les niveaux. Les coûts élevés limitent la compétitivité des marchandises qui transitent par les ports ouest africains. Le faible volume de transit en résultant limite les perspectives de développement économique et commercial et donc entrave la croissance de l'emploi et des revenus. «Il faut compter environ 4 800 US \$ et entre 13 et 22 jours pour déplacer un conteneur d'un navire mouillant l'ancre dans le port de Tema jusqu'à l'importateur situé à Ouagadougou », selon le Directeur des Transports du Trade Hub Niels Rasmussen. « Pour déplacer un conteneur aux États-Unis sur une même distance--de Newark à Chicago – cela coûtera environ 650 \$ et ne prendra que cinq jours. Réduire donc les coûts de transport en Afrique de l'Ouest - parmi les plus élevés au monde - est essentiel selon la Directrice du West Africa Trade Hub.

En définitive, ces coûts de transport élevés signifient qu'en Afrique de l'Ouest plus qu'ailleurs, et parce qu'ils sont en fin de chaîne, les consommateurs paient davantage pour ces produits. Or dans les pays de la sous région, surtout les plus pauvres dépensent jusqu'à 80% de leurs revenus uniquement dans l'alimentation. En plus de l'insécurité qui caractérise les grands axes routiers entre les ports et les grandes villes de l'intérieur, le nombre élevé des barrières informelles contribuent pendant ces temps ci à ralentir d'avantage le trafic et renchérit les prix des denrées. Les flux transfrontaliers et les activités liées restent permanemment confrontés à la dure réalité des tracasseries et des pratiques anormales sur les axes routiers. Afin d'abaisser les coûts, les acteurs privés et publics doivent collaborer ensemble pour

- ✓ Créer un marché régional unique
- ✓ Déréglementer le camionnage
- ✓ Éliminer les excès de documentation pour l'importation et l'exportation
- ✓ Simplifier les procédures pour réduire les retards et réduire au minimum le nombre de barrières par leur élimination pure et simple et/ou leur regroupement.

IV- SITUATION ALIMENTAIRE ET PERSPECTIVES EN 2011.

EN MAURITANIE, il est peu probable que nous assistions à des ruptures d'approvisionnement des marchés tant les disponibilités locales sont en hausse (comparativement aux autres années) et que les pays voisins

(Mali et Sénégal), ont besoin de marchés. En plus de la redynamisation des flux internes qui va commencer avec les récoltes de décrue (mars-avril), les marchés hebdomadaires des zones frontalières maliennes vont continuer à fonctionner et ceux du Sénégal recommenceront à drainer leurs céréales, dès mars car, avec la fin de la campagne de commercialisation des arachides (mars) les ménages paysans vont reprendre leurs ventes de céréales. Cette situation ne devrait pas entraver les flux maliens de céréales car ils constituent, du moins pour les zones de cultures pluviales, agropastorales et l'est de la vallée fleuve Sénégal, la principale source de compensation des déficits de productions céréalières annuelles. Dans les zones visitées (centre de la vallée du fleuve, sud de la zone agropastorale et ouest de la zone de cultures pluviales) les niveaux de la sécurité alimentaire s'inscrivent dans leurs tendances saisonnières normales et sont satisfaisantes. En certains endroits (ouest de la zone agropastorale, ouest de la vallée du fleuve, les conditions sont mêmes meilleures que celles d'une année moyenne, en raison d'une bonne production de riz. Toutefois certains facteurs socioéconomiques (remboursement de dettes antérieures, système de métayage etc..) peuvent même dans un contexte normal (bonne production des cultures de décrue, situation acridienne calme ou maîtrisée, sécurité publique et paix sociale) entraîner des situations de déficits alimentaires qui affecteraient surtout les ménages pauvres du centre de la vallée du fleuve et du sud-est du pays. Cela est d'autant plausible que la hausse continue des prix des denrées alimentaires de base et des services sociaux peut conduire à de fortes tensions sur les marchés de consommation et affecter les capacités d'accès alimentaires des ménages pauvres de ces deux zones. Ici, la période de soudure pourrait être plus précoce en juin, que dans le reste du pays où elle est prévue de juillet à septembre. Les niveaux de la sécurité alimentaire ne devraient pas connaître de profondes dégradations d'ici juin à l'exception du centre de la vallée et du sud-est de la zone de cultures pluviales. Dans ces deux zones, la paupérisation des ménages d'agriculteurs limitent leur accès aux denrées alimentaires commercialisées même si les marchés fonctionnent normalement.

Au Sénégal, la bonne production laisse présager une bonne disponibilité alimentaire dans le pays. Cependant, la majorité des ménages (80%, AGVSAN, juin 2009) dépendent des marchés pour leurs besoins alimentaires. Toutefois, cette situation reste précaire pour les ménages ruraux et ceux urbains à faibles revenus. Cette précarité s'explique par un niveau encore élevé des prix des principales denrées alimentaires (riz, huile, sucre, lait), les prix moyens de vente de l'arachide se traduiront par une dégradation des termes de l'échange entre l'arachide et le riz importé dans les zones rurales. En plus, il est fort probable que les mesures d'administration des prix prises par l'Etat pour baisser les prix des denrées de grande consommation (riz, huile, sucre, lait) soient effectives. Le refus actuel des acteurs de la plus grande organisation des commerçants du pays (99 % des fournisseurs de denrées), en l'occurrence l'Union Nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal (UNACOIS) d'appliquer ces mesures inquiète les consommateurs. En effet les commerçants exigent un certain nombre de conditions : plus de concertation, baisse des taxes etc. Cette situation présume à court terme une tension sur les marchés. Si une solution n'est pas trouvée dans les plus brefs délais, elle pourrait se traduire par des rétentions des stocks, une suspension des importations qui aboutiront à une spéculation.

Sur le plan nutritionnel, les résultats provisoires de l'Analyse Globale sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (AGVSAN) montre que les régions du sud-est (Kolda, Kédougou, Tambacounda) et la région de Matam sont dans une situation nutritionnelle sévère et le reste du pays est caractérisé par une situation nutritionnelle acceptable. Les contraintes liées à la sécurité alimentaire sont :

✓ **Structurelle :**

- Problèmes de semences.
- Désorganisation de la chaîne de commercialisation de l'arachide, principale source de revenu des producteurs les contraint à déstocker les céréales pendant les périodes de récolte et les exposent à l'insécurité alimentaire durant la période de soudure.

- Production insuffisante pour couvrir les besoins de consommations annuelles (fertilité des terres, variabilité pluviométrique, sous équipement).
- Vente des céréales pour se procurer du riz importé (termes de l'échange favorables jusqu'en 2007 avec la stabilité du prix du riz).
- Manque de matériels agricoles, d'intrants, de semences.
- Faiblesse ou absence de BCV.
- Forte pression sur les terres fertiles.

✓ **Conjoncturelle :**

- Prix élevés des denrées alimentaires importées.
- Détérioration des termes de l'échange : arachide/riz importé.
- L'administration des prix pourrait contribuer à perturber les marchés à court terme.

Au Mali pour les perspectives, on devrait s'attendre non seulement à l'amélioration de l'état d'approvisionnement des marchés mais aussi à l'augmentation de la demande pour la reconstitution des stocks. Ces opérations de reconstitution, qui structurellement se poursuivent jusqu'au 31 mars, pourraient faire subir aux prix de faibles hausses. Cependant à partir d'avril 2011, les prix pourraient subir de légères hausses saisonnières jusqu'en fin de la période de soudure. S'agissant du riz local, il subira, comme d'habitude, des légères fluctuations qui pourraient être globalement à la hausse jusqu'en fin avril au cas où l'Etat se décidait à payer du riz local pour le Stocks d'intervention de l'Etat. Cependant avec l'arrivée sur les marchés du riz local de la contre saison entre mai et juin 2011, les prix pourront subir de légères baisses ou une stabilisation.

Au cours des mois à venir, la crise ivoirienne devrait contribuer à l'amélioration de l'état d'approvisionnement de certains marchés particulièrement en maïs car venant du nord de la côte d'Ivoire. Cependant, il est peu probable que ceci débouche sur une baisse significative des prix de cette céréale, eu égard à la forte demande dont elle fait l'objet dans la sous région. En plus des conditions non favorables sur le marché mondial, cette crise post électorale ivoirienne devrait contribuer aussi à faire renchérir les coûts d'importation du riz pour la Côte d'Ivoire et les pays de l'intérieur (Burkina Faso, Niger), les opérateurs se voyant obligés d'emprunter d'autres corridors pour l'approvisionnement.

Les perspectives alimentaires dans les pays du bassin centre et ouest suite à la bonne campagne agricole et les prix courants pratiqués sont satisfaisantes de façon générale. L'évolution de cette situation sera normale jusqu'en juin hormis en côte d'Ivoire et les régions voisines de ce pays et dépendant des flux avec. Aussi, cette situation nécessitera une surveillance accrue pendant la période de soudure pour anticiper sur toute anomalie ou dysfonctionnement des marchés et la prise en charge des populations de retour et nécessiteuses. Pour une meilleure fluidification des échanges, Il est impératif d'éviter des mesures restrictives et d'amoindrir au tant que possible les impacts des pratiques anormales sur les corridors routiers.

IV. RECOMMANDATION

Au vue de tout ce qui précède-t-il impératif :

- ✓ Que les dispositifs s renforcent le suivi de la situation alimentaire en rapport avec l'impact de la crise post électorale en Côte d'Ivoire. Aussi la mise en lace d'un dispositif régional de suivi des flux s'avère plus que nécessaire.

- ✓ Favoriser la libre circulation des denrées alimentaires entre les zones excédentaires et déficitaires des pays et entre pays des bassins.
- ✓ Appuyer les reconstitutions des stocks institutionnels, privés et surtout communautaires avec le réapprovisionnement en céréales (mil/sorgho, maïs et riz) des BCV et des SAVS.
- ✓ Poursuivre les programmes d'appui nutritionnel pour les enfants dans les zones les plus touchés par l'insécurité alimentaire chronique.

FIN

La mission remercie tous les acteurs rencontrés dans le cadre de cette évaluation.

Pour toutes questions contactez: ssow@fews.net

La mission

Annexe 1 : listes des personnes rencontrées au sud du Burkina Faso et nord Ghana.

Noms	Prénoms	Fonction	Localités	Contacts
Diallo	Amadou	Représentant de l'Union de transit du Burkina	Niangoloko, Burkina Faso	Tél.+226 78812292
KERE	Joram Daniel	Inspecteur Divisionnaire des Douanes, Adjoint Chef de Bureau, Chef de Site	Niangoloko, Burkina Faso	Tél. +226 70233996 joramdkere@yahoo.fr
Sirima	David	Gestionnaire de park auto-marchandises	Niangoloko, Burkina Faso	Tél. +226
Charles	Adams	Regional Director of Agriculture, Upper West region	WA, Ghana	Tél.+233 20 16 14941 Charles1218@hotmail.com
Suglo	Methodius	Regional Agriculture Extension Officer	WA, Ghana	Tél. +233 0209123761 / 0243656773 mybsuglo@yahoo.com
Salia	Philip	Regional Veterinary Officer	WA, Ghana	Tél. +233 0275873571
Yicle	Leticia	Market enumerator	WA, Ghana	Tél. +233 0207881778
Nyuzaghli	Fauster	Market enumerator	WA, Ghana	Tél. +233 027 5229528
Tanko	Abuclu	Store keeper	WA, Ghana	Tél. +233 0244506954 pamany@yahoo.com
Bushra		Commercante grossiste	WA, Ghana	Tél. +233 0244435814
Akowuah	Patrick	Assistant Director, Minister of Food of Agriculture	Koumasi, Ghana	Akowua963@yahoo.com
kafayal	Abdul karim	Assistant Monitoring & Evaluation officer	Tamale, Ghana	Tél. +233 02 43565311 aderisola@rocketmail.com
Abdulai I.	Adama	Regional agriculture engineer	Tamale, Ghana	Tél. +233 02 44542356 iddrisuadama@yahoo.com
Ayamga	Thomas	Monitoring & Evaluation officer	Bolgatenga, Ghana	+233 02 42933031 thommyayamga@yahoo.com
Pawabena		private sector	Accra	Tél. +233 244344524

Annexe 2 : Ghana 2010/11 Crops productions and comparison

Cereal Crop	Final Estimates 2010-2011 Cereal Production (‘000 MT)	Final Estimates 2009-2010 Cereal Production (‘000 MT)	Average Cereal Production 2005-2009 (‘000 MT)	% Change 2010-2011 vs.	
				2009-2010	2005-2009
Maize	1,871.7	1,617.8	1,333.9	15.7	40.3
Rice (Paddy)	491.6	397.0	273.0	23.8	80.1
Rice (Milled)	295.0	238.2	163.8	23.8	80.1
Millet	219.6	244.9	174.4	-10.3	25.9
Sorghum	324.4	353.0	290.1	-8.1	11.8
Total*	2,710.7	2,453.9	1,962.2	10.5	38.1

Note: Total cereal production excludes paddy rice

Assessment of the 2010-2011 Tuber Production

Starchy Staples	Final Estimates 2010-2011 Starchy Staple Production (‘000 MT)	Final Estimates 2009-2010 Starchy Staple Production (‘000 MT)	Average Starchy Staple Production 2005-2009 (‘000 MT)	% Change 2010-2011 vs.	
				2009-2010	2005-2009
Cassava	13,504.1	12,230.6	10,601.0	10.4	27.4
Yam	5,960.5	5,777.9	4,651.9	3.2	28.1
Plantain	3,538.0	3,562.5	3,165.1	-0.7	11.8
Cocoyam	1,354.8	1,504.0	1,645.6	-9.9	-17.7
Total	24,357.2	23,075.0	20,063.6	5.6	21.4

Annexe 3: Tableau des flux transfrontaliers par pays en février 2011.

Mauritanie

Produits	Origine	Destination	Niveau Par rapport a la moyenne
Céréales traditionnelles (mil, sorgho, maïs)	Nioro-Nara, Niono, Kayes	Bassikounou-Amourj-Djiguenni-Tintane-Kankissa-Selibaby	>
Céréales traditionnelles (mil, sorgho, maïs)	Saint Louis-Matam	Moughataa de Boghé, Bababé, M’Bagne, Kaédi	<
Riz	Saint Louis-Matam	Ouest et centre de la vallée du fleuve, Nouakchott	>
Produits importés	Nouakchott	Nara-Nioro-Bamako Saint Louis-Matam	>
Petits ruminants	Hodh Chargui-Hodh El Gharbi, Assaba-Brakna-Trarza	Nara-Nioro-Bamako Saint Louis-Matam-Louga	>
Grands ruminants (bovins, camélins)	Hodh Chargui-Hodh El Gharbi, Assaba-Brakna-Trarza	Nara-Nioro-Bamako Saint Louis-Matam-Louga	>
Céréales traditionnelles (mil, sorgho, maïs)	Monguel, Barkeol, M’Bout, M’Bagne	Kaédi	> jusqu’en janvier et < courant février
	Boghe	Aleg, Magta Lahjar- Bababe	➤ Courant février
	Selibaby	Ould Yenge-Kankossa-M’Bout	➤ Courant février

Fruits et légumes	Mauritanie (reexportation et transit)	Senegal et Mali	> toute l'année

Mali

Régions	Zones	Provenance	Destination	Importance sortie des produits par rapport à la moyenne	Importance entrée des produits par rapport à la moyenne	
Bamako	<i>Bamako</i>	Mali	Guinée	+		
				=		
				-		
Sikasso	<i>Koutiala</i>	Koutiala	Burkina Faso	+		
			Cote d'Ivoire	-		
Mopti	<i>Koro</i>	Koro	Ouahigouya, Ouagadougou	=		
			Ouahigouya Ouagadougou	Koro		
	<i>Bankass</i>		Burkina Faso et autres localités du pays	=	Niébé, le mil.	
		Burkina Faso	<i>Bankass</i>			=
Ségou	<i>Niono</i>	Ségou, Monimpé, Sokolo, Diabali.	Nara, Mauritanie, Bamako.	+		
	<i>Ségou</i>	Koutiala, Ségou	Niono		+ Tourteaux.	
Kayes	<i>Nioro</i>	<i>Nioro, Burkina Faso</i>	Mauritanie	=		
		Mauritanie, Asie	<i>Nioro</i>			
	<i>Kayes</i>	<i>Kayes</i>	Sénégal	+	Bétail, maïs, blé.	
		Sénégal	<i>Kayes</i>			+ Riz, arachide.

Burkina Faso

Régions	Zones	Provenance	Destination	Importance sortie des produits par rapport à la moyenne	Importance entrée des produits par rapport à la moyenne
Sahel	<i>Dori, Sebba</i>	<i>Séno, Yagha</i>	Niger	= arachide, niébé, mil + Gomme arabique - Petits ruminants	
		<i>Séno, Yagha, Soum</i>	Ouagadougou Pouytenga Ghana	= Bétail - =	
	<i>Djibo</i>	Mali	Ouaga Pouytenga (BF) Ghana		= Bétail
Nord	<i>Ouahigouya</i>	Yatenga	Mali (Koro, Nioro)	= Produits maraichers	
		Yatenga, Zondoma,	Ouagadougou →Ghana Ouagadougou	+ Sesame + Sesame	
Centre sud	<i>Po Gelwongo</i>	<i>Nahouri, Bazega, Zoundweogo</i>	Ghana	= Produits maraichers + Bétail - Niébé	
		Ghana	Centre sud, Plateau central, Centre, Centre nord, Sahel, Nord		= Igname - Céréales = Fruits
		Ghana	Ouagadougou		+ Banane plantain
Sud ouest		Plusieurs régions du Burkina	Cote d'Ivoire Ghana	- Bétail +	
Cascades		Centre ouest, Cascades	Cote d'Ivoire	- Bétail - Produits maraichers	
		Cote d'Ivoire	Burkina Faso		- Mais - Huile - Savon
CENTRE OUEST	<i>Léo</i>	Ghana		+ Niébé, + Sésame = Arachide	+ bananes plantain, + gari + Sel
Centre est	<i>Bittou, Pouytenga</i>	Boulgou, Kouritenga, région du sud-ouest	Ghana	+ Sorgho rouge + Niébé	+ Gari, + Huile + Savon
		Pouytenga Bittou	Ghana Togo Nigeria	= Bétail	

		Ghana	Burkina			=	Maïs
est	<i>Mani, Bogande, Fada</i>	Mani, Bogande, Fada	Nigeria, Benin	+	Bétail +		Niébé
			Benin, Niger	=			Céréales
Boucle du mouhoun	<i>Solenzo, Nouna, Kouka, Djibassso</i>	Banwa, Mouhoun, Nayala, Sourou Kossi	Koudougou Ouahigouya Ouagadougou				
Centre sud	<i>Nahouri</i>	Po Guelwongo	Ghana	+	Produits maraichers +	=	Igname - Maïs = Fruits = Patate + Dérivés du manioc + Banane plantain
				+	Sésame = Niébé = Arachide +		

Ghana Cross Border Trade: plant commodity export inspection and certification 2010

ENTRY POINT	NAME OF PLANT PRODUCT	QUANTITY	WEIGHT (tons)	ENTRY POINT	
HAMILE TUMU-LEO (Burkian Faso) BORDER	Oranges	253	10.6	EXPORT TO BURKINA	
	Water	7250	25.35		
	Gari	1852	154.6		
	Dawadawa	460	32.6		
	Plywood /Wood	112.76			
	Jatropha	225	10.75		
	Maize	50	5		
	White Yam	15720	89.9		
	Fufula	50 bags	1.5	Niamey /Niger	
	Fresh banana	120 branches	2.4	B/Faso	
	Platain	1 turck			
	Palm oil	950 gals	9.5		
	Knapsaks				
	Sprayers	845 pc			
	Agro-chemicals	1690	8		
	Shear butter	75	7.5		
	Cassava dough	26	2.6		
			306.9		

NUMBER OF VEHICLES PROCESSED

ENTRY POINT	QUATER 1		QUATER 2		QUATER 3		QUATER 4	
	In	Out	In	Out	In	Out	In	Out
HAMILE	155	65	322	98	160	66	164	158
TUMU	48	37	44	56	104	96	23	24
TOTAL	203	122	366	154	264	161	181	182
Produits	Expotation/Importation							
	Techiman to Wa				Wa to techiman			
Maize					X			

Millet		X
Sorghum		X
Cowpea		X
Groundnut		X
Catle		X
Gari	X	
Plantain	X	
Onions	X	
Banana	X	

Local movement of livestock from UWR (UPPER WEST region)

2010	CATTLE	SHEEP	GOATS	PIGS	SHEEP	9 DISTRICTS
JANUARY	1405	1254	2251	09		9 D
FEBRUARY	1400	1067	2022	18		9 D
MARCH	1078	836	1933	5		9 D
APRIL	1057	805	1724		12	9 D
MAY	823	540	1964	3		9 D
JUNE	1592	1188	2309	0		9 D
JULY	1639	896	2011	43		9 D
AUGUST	1533	1056	1892	0		9 D
SEPTEMBER	1533	1056	1892	0		9 D
OCTOBER	1633	1401	1429	74		9 D
NOVEMBER	1436	882	1194	0		9 D
DECEMBER	2182	1272	2842	66		9 D

Local movement of livestock from UWR (UPPER WEST Region)

2010	CATTLE	SHEEP	GOATS	PIGS	SHEEP	9 DISTRICTS
Jan 11	2091	1141	2083	17		9 D
Dec 09	1081	1073	2393	11		9 D

NB : No data for cross border livestock since the animals are smuggled into the country to avoid payment of taxes. To (Destinations) Techiman, Kumasi, Accra About 50% move to Kumasi